

contre « une illusion de bac »

Dans l'académie de Strasbourg, la mobilisation se poursuit contre les nouvelles épreuves de contrôle continu – ainsi cette manifestation devant le lycée Schweitzer, ce lundi à Mulhouse. Les épreuves peuvent tout de même se tenir.

A lors que les E3C, les épreuves communes de contrôle continu, ont commencé dans l'académie, la mobilisation contre la réforme du lycée se poursuit. Une vingtaine de manifestants s'est ainsi retrouvée devant le lycée Schweitzer de Mulhouse, ce lundi matin, pour dénoncer une « illusion de bac ». Ou une « mascarade », selon le terme d'une enseignante d'allemand gréviste supposée surveiller ses propres élèves durant l'examen. « Ce n'est pas normal ! En plus je devais quitter une autre classe une demi-heure plus tôt... On doit faire comme si tout continuait normalement, alors que l'emploi du temps est décalé. Et comme nous n'avons pas eu le temps de préparer plus de deux axes pédagogiques, les élèves savent à quels sujets s'attendre. »

Ce lundi, le syndicat Snes-FSU a

également relevé « des perturbations » au lycée Meck de Molsheim, mais pas de quoi reporter des épreuves dans l'académie, jusqu'à présent. Dans de rares lycées, où l'épreuve de langue ne s'est pas déroulée correctement, par manque de support vidéo, il se pourrait que des lycéens soient reconvoqués. « C'est un bac dégradé. Il y a une rupture d'égalité, de même qu'un mépris pour le travail des enseignants et les élèves. On n'exagère pas le ras-le-bol des collègues », insiste Agnès Miegerville, professeure au lycée Schweitzer et membre du Snes-FSU.

« Comportements stratégiques » ?

Sur la même ligne, un enseignant de maths s'inquiète, en outre, des « comportements stratégiques » que pourraient avoir des lycéens tentés de manquer des cours pour préparer leurs E3C. D'autant qu'ils trouvent aisément les sujets sur internet, note un enseignant de langue à Colmar, qui s'indigne du nombre d'heures passées « à préparer les élèves à ce format d'examen, qui arrive beaucoup trop tôt au lieu de poursuivre notre progression », et de « toute cette an-



Explication d'une mobilisation auprès des élèves, ce lundi matin devant le lycée Schweitzer, à Mulhouse. Photo L'Alsace/Vincent VOEGTLIN

goisse, partout, pour rien ».

Le tout dans un climat « de menace de sanctions » contre les protestataires, non pas dans l'académie mais au niveau national, selon le Snes-FSU et la présidente départementale de la FCPE dans le Haut-Rhin, Florence Claudepierre, qui ajoute : « Des parents rapportent que les lycéens se rendent malades de stress et eux-mêmes

s'inquiètent de ne plus rien y comprendre ! Ils s'interrogent sur les copies numérisées qui ne seraient peut-être pas entièrement lisibles... »

Sur ce point, à Colmar où les E3C ont déjà eu lieu, un enseignant d'histoire-géo peut assurer que la qualité des écrits scannés « est relativement correcte, même sur les cartes et les couleurs ». Il

Pour un retour à « un vrai bac national »

Le syndicat Snes-FSU et la FCPE du Bas-Rhin, dans un communiqué commun, demandent à être « enfin écoutés » et que revienne « un vrai bac national ». Ils relèvent des situations de passage d'examen « disparates et inacceptables pour les élèves qui démarrent à leur évaluation du baccalauréat » : « A deux par table, à 35 dans une salle de classe, parfois leur sac à côté d'eux », avec un seul surveillant par salle « pas ou peu informé des consignes », et des « problèmes matériels pour les épreuves de compréhension orale », sur des temps de cours « qui ne sont parfois pas tout à fait une heure ». Ils ajoutent que, pour les corrections, « des enseignants de langues vivantes seront encore convoqués début février pour une formation sur les grilles de correction alors qu'en histoire-géographie, les attendus seront décidés au sein de chaque établissement ». « Le ministre a beau minimiser les dysfonctionnements, c'est bien du désarroi et de la colère qu'exprime l'ensemble de la communauté éducative », poursuivent les représentants du Snes-FSU et la FCPE 67, ajoutant : « Qu'un ministre valide maintenant les irrégularités constatées lors de cette session d'E3C serait un nouveau coup porté à l'école et aux valeurs d'une profession déjà malmenée. »

regrette, en revanche, de ne pas avoir bénéficié de formation au nouveau logiciel de correction. « Il y avait une classe virtuelle en ligne, mais la connexion n'a pas fonctionné... » Dans l'ensemble, les professeurs rappellent qu'ils travaillent en plus de leurs cours habituels, en soirée et les week-

ends, sur leur propre matériel informatique, pour une rémunération fixée à « 50 € par lot de copies et qui ne correspond à rien ». Pour Agnès Miegerville, « cette charge supplémentaire de travail et le fait de n'être pas reconnu ajoute à la colère générale ».

C. C.